



# UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1499

16 juin 2021

- **Une crise humanitaire à l'horizon avec l'impunité révoltante vis-à-vis des gangs armés**
- **Selon l'UNICEF, environ 8 500 femmes et enfants ont été contraints de fuir leurs maisons, en seulement deux semaines, à cause des gangs armés**
- **Économie/Transports : Un problème de disponibilités financières de l'État est à l'origine de la nouvelle pénurie d'essence**
- **Santé : Plaidoyer du Dr. Dieudonné Jean-Baptiste en faveur de la distribution massive de la vitamine D, pour combattre le Covid-19**

## >> Une crise humanitaire à l'horizon avec l'impunité révoltante vis-à-vis des gangs armés

Plus les jours passent, plus la question se pose de savoir quand sera mis fin au plongeon dans un abîme sans fin en Haïti. Une clique de personnes, totalement inaptes et incompetentes qui se sont accaparé le pouvoir, n'a cure du bien-être de la population. Leur objectif est de se maintenir par tous les moyens, par la force, par la violence, à la direction politique du pays. Au quotidien, elles continuent de mentir effrontément. Elles voudraient imposer au pays leurs vues autocratiques, en mettant de côté la Constitution et les lois de la république. Elles ne jurent que par l'organisation d'un référendum inconstitutionnel et illégal et d'élections irrégulières, renvoyés sine die en février et en juin, face à la désapprobation générale. Mais, la réalité les rattrape. Il n'y a plus de sécurité dans les rues. Les gangs et autres bandes organisées gagnent du terrain, en toute impunité, sans aucune disposition institutionnelle pour faire cesser leurs manœuvres. La population est livrée à elle-même, dans les rues de plus en plus dangereuses. La malice populaire fait dire qu'on avance « avec le cercueil sous le bras », et ce n'est pas caricatural. Toute personne se doit de réfléchir profondément sur sa sécurité en allant vaquer à ses occupations. Les risques de braquage sont immenses à chaque coin de rue. Inexistant et confisqué, l'État ne peut pas garantir la sécurité citoyenne. La corruption est partout. Les ressources financières publiques sont gaspillées, au mépris de tout processus de reddition de comptes. La vie humaine ne compte pas. La banalisation des droits humains est patente. Depuis début juin 2021, les violences criminelles ont conduit

au déplacement de milliers de personnes. Aujourd'hui, de nouveau, Haïti fait face à une pénurie d'essence inexpliquée. Les affrontements entre gangs armés dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, ont de graves conséquences sur la vie de la population. Les transports publics, les services, les activités commerciales, les investissements agricoles sont lourdement affectés. Les prix des produits essentiels à la consommation augmentent considérablement. C'est dans un tel contexte que [la Police Nationale d'Haïti a annoncé, le 15 juin, être en état d'alerte maximale face à la criminalité grandissante](#). Elle appelle tous les policiers à regagner leurs postes d'affectation, dans le plus bref délai. Tous les congés sont annulés, indique le directeur par intérim de la PNH, Léon Charles. [Le lundi 14 juin, la population s'est retrouvée confrontée à une situation de tension persistante](#). Des gangs armés ont tenté d'attaquer plusieurs entreprises sur la route de l'aéroport. Celles qui avaient commencé à fonctionner, ont été contraintes de suspendre rapidement leurs activités. Contrairement à d'habitude, la police nationale s'y est rapidement déployée pour faire front aux gangs armés. La tranquillité n'est pas, pour autant, revenue dans la zone. Les détonations d'armes à feu continuent de crépiter dans plusieurs quartiers de la capitale. La police nationale n'a pas repris le contrôle total, contrairement aux assertions de ses responsables. [L'Observatoire citoyen pour l'institutionnalisation de la démocratie \(OCID\) se dit préoccupé par la persistance d'une crise multiforme](#), « aggravée par une insécurité civile, alimentaire et sanitaire », qui secoue le pays depuis environ trois ans. En dépit des dispositions

sécuritaires, annoncées pour permettre la reprise de la circulation à Martissant (périphérie sud de Port-au-Prince), de vives tensions ont encore régné, mardi 16 juin et le blocage de la route nationale numéro 2 a empêché la circulation pendant plusieurs heures. Le parti politique Union nationale pour l'intégrité et la réconciliation (UNIR) critique l'inaction du

gouvernement de facto face à la prolifération des gangs armés, notamment dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince. Il dénonce également une apparente complicité des autorités étatiques, qui ont laissé les groupes armés s'étendre dans le pays, comme à Port-au-Prince, transformée en plusieurs poches de non-droit.

## >> Selon l'UNICEF, environ 8 500 femmes et enfants ont été contraints de fuir leurs maisons, en seulement deux semaines, à cause des gangs armés

Avec la nouvelle vague de violence des gangs armés à Port-au-Prince, « en seulement deux semaines, 2 045 femmes et 2 146 enfants ont trouvé refuge à Carrefour, dans le sud-ouest de Port-au-Prince, et à Bas Delmas, au cœur de la ville », signale la branche de l'UNICEF en Haïti. En plus, environ 5 110 autres personnes déplacées, dont 2 095 femmes et 2 199 enfants, seraient hébergées par des familles d'accueil, à Carrefour ou dans d'autres quartiers avoisinants, ou se sont réfugiées dans d'autres départements. Dans les quartiers de Martissant (périphérie sud), de La Saline, de Cité Soleil (grande agglomération populaire au nord de Port-au-Prince), au bas de Delmas et à Bel Air, les gangs armés continuent de semer la terreur, faisant des victimes, déplore l'organisation. Ces affrontements entre gangs rivaux, qui ont éclaté dans

les zones urbaines de Martissant, Fontamara et Delmas, ont aussi causé des incendies ou la destruction de centaines de maisons. « De nombreux enfants souffrent de malnutrition dans les zones urbaines de Port-au-Prince, comme Martissant et Fontamara, avec des taux de vulnérabilité élevés et un accès limité aux services sociaux de base ». Cette situation entrave l'aide humanitaire au milieu de la recrudescence de la Covid-19. Les familles déplacées, qui ont tout perdu, sont dans le besoin urgent d'eau potable, de nourriture, d'articles d'hygiène, de matelas, de couvertures et de vêtements, souligne l'Unicef-Haïti, qui appelle, de toute urgence, les groupes armés à permettre aux humanitaires, un accès sans restriction aux communautés touchées.

## >> Économie/Transports : Un problème de disponibilités financières de l'État est à l'origine de la nouvelle pénurie d'essence

De longues files d'attente de motos-taxis et de voitures sont remarquées, ce mercredi 16 juin, dans des stations d'essence de la capitale et dans plusieurs villes en province. En début d'année, cette rareté inexplicable de carburant a provoqué, pendant plusieurs jours, une perturbation de la circulation automobile sur le territoire national. « Vous n'avez pas besoin de chercher à savoir ce qui se passe. Cette rareté de carburant est un problème financier. (...) À ce jour, le baril de pétrole se vend à US \$ 70.00 (Ndlr : US \$ 1.00 = 100.00 gourdes ; 1 euro = 112.00 gourdes ; 1 peso dominicain = 1.70 gourde

aujourd'hui). La politique du gouvernement d'ajuster les prix à la pompe, en fonction du prix de vente du baril, n'est jamais respectée. Ce qui cause automatiquement un déficit », explique à AlterPresse/AlterRadio, Max Romain, le conseiller de l'Association nationale des distributeurs de produits pétroliers (ANADIPP). Le navire pétrolier (les fournisseurs) exige d'être payé avant de débarquer sa cargaison. Chaque mois, les stations d'essence de l'Anadipp passent généralement entre 5 et 12 jours, sans être approvisionnées en essence ou en diesel.

## >> Santé : Plaidoyer du Dr. Dieudonné Jean-Baptiste en faveur de la distribution massive de la vitamine D, pour combattre le Covid-19

« Si nous arrivons à distribuer massivement la vitamine D et de l'Ivermectine, nous pourrions arriver à casser la propagation du nouveau coronavirus », estime Dr. Dieudonné Jean-Baptiste, praticien en médecine fonctionnelle, qui intervenait à l'émission *FwoteLide* sur AlterRadio. « Au Mexique, après une étude effectuée en décembre 2020, le médicament Ivermectine a été distribué à la population. Ce qui a réduit le nombre de cas d'hospitalisation et de

décès », rapporte le praticien, tout en reconnaissant la controverse entourant l'usage de ce médicament. L'Organisation mondiale de la santé déconseille d'utiliser l'ivermectine pour traiter le Covid-19 en dehors des essais cliniques. Le [Dr. Dieudonné Jean-Baptiste encourage les autorités haïtiennes à adopter cette pratique](#), vu le manque d'accès de la population aux hôpitaux en Haïti et l'incapacité de beaucoup d'entre eux à faire face à la Covid-19.